

Mais l'interdépendance va bien au-delà des exportations et des importations. L'essor des sociétés multinationales a entraîné un vaste mouvement de compagnies subsidiaires et de technologies entre les sociétés, ainsi qu'une véritable course aux investissements de capitaux entre les gouvernements nationaux et locaux.

Nous assistons également à des changements d'un autre ordre. Le Japon et la Suisse ont montré que les ressources technologiques et humaines allaient supplanter les ressources naturelles en tant que moteur de la vitalité et de la prospérité économique.

Les progrès scientifiques qui ont contribué à la "révolution verte" ont permis à de nombreux pays d'assurer leur auto-suffisance en produits alimentaires de base. Les matériaux fabriqués ont fait baisser la demande pour de nombreux minéraux. Les technologies de pointe ont permis de créer de nouveaux produits et services à un rythme effréné, transformant les marchés mondiaux en l'espace de quelques années.

Il y a deux ans, le gouvernement publiait un document intitulé Une nouvelle direction pour le Canada: un programme de renouveau économique. Il s'agissait d'un plan de portée générale pour bâtir une économie compétitive au niveau international.

Nous avons reconnu que des relations fédérales-provinciales plus productives constituaient un préalable essentiel à la croissance nationale. Pour être réellement compétitifs à l'étranger, il nous faut collaborer au pays. Ce gouvernement a tenu des conférences annuelles des Premiers ministres, de nouvelles réunions sur nos initiatives en matière de politique commerciale ainsi que des rencontres régulières entre les ministres du commerce du gouvernement fédéral et des provinces, tout au long de l'année.

Nous avons conçu une stratégie financière à moyen terme visant à assurer la stabilité des finances par un contrôle des dépenses du gouvernement et la réduction du déficit. Nous avons entamé une vaste réforme de la fiscalité dans le but d'établir un cadre fiscal propice à une plus grande efficacité, aux investissements productifs et au succès à l'exportation. Ce gouvernement veut encourager les entreprises canadiennes à prendre des décisions fondées davantage sur l'évolution des marchés et moins sur des calculs d'astuces fiscales.